

ION BEAM APPLICATIONS ("IBA")

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
CONDENSÉS INTERMÉDIAIRES IFRS AU 30
JUN 2017**

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS INTERMÉDIAIRES IFRS

Conformément à IAS 34, IBA S.A. a choisi de publier ses états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2017 sous forme condensée.

Informations générales	3
Etat de la situation financière consolidée intermédiaire au 30 juin 2017	5
Compte de résultats consolidé intermédiaire pour le semestre se terminant au 30 juin 2017	6
État consolidé intermédiaire du résultat global pour le semestre se terminant au 30 juin 2017	7
Etat consolidé intermédiaire des variations des capitaux propres	8
Tableau consolidé intermédiaire des flux de trésorerie pour le semestre se terminant au 30 juin 2017	9
Notes aux états financiers consolidés condensés intermédiaires	
1. États financiers – Base de préparation	10
2. Périmètre de consolidation et impact des changements dans la composition du Groupe	15
3. Estimations et jugements comptables déterminants	17
4. Secteurs opérationnels	21
5. Résultat par action	24
6. Autres informations sélectionnées	25
7. Rapport de gestion semestriel	33
Rapport du commissaire sur les états financiers consolidés condensés intermédiaires IFRS au 30 juin 2017	39

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Ion Beam Applications S.A. (la "Société"), fondée en 1986, avec ses filiales (dénommées ensemble le "Groupe" ou "IBA") s'emploie à faire avancer les technologies indispensables au diagnostic et au traitement du cancer et fournit des solutions efficaces et fiables d'une précision inégalée. IBA apporte également des réponses novatrices visant à améliorer l'hygiène et la sécurité de tous les jours.

IBA est organisée en deux segments d'activités afin de gérer ses activités et de contrôler leurs performances financières.

Le segment **Protonthérapie et Autres accélérateurs** qui constitue la base technologique des métiers du Groupe et englobe le développement, la fabrication et les services associés aux accélérateurs de particules industriels et médicaux et des systèmes de protonthérapie.

Le segment **Dosimétrie** qui offre des instruments de mesure et d'assurance qualité pour la radiothérapie et l'imagerie médicale permettant au personnel soignant de vérifier que l'équipement utilisé donne les doses prévues à l'endroit visé.

La Société est une société anonyme constituée et domiciliée en Belgique. L'adresse du siège social est: Chemin du Cyclotron, 3 à B-1348 Louvain-la-Neuve, Belgique.

La Société est cotée sur la bourse paneuropéenne Euronext et fait partie de l'indice BEL Mid.

En conséquence, IBA s'est engagée à suivre certaines règles qui améliorent la qualité des informations financières mises à la disposition du marché. Ces règles incluent :

- La publication de son rapport annuel, y compris les états financiers consolidés annuels audités dans les quatre mois suivant la fin de l'exercice;
- La publication d'un rapport semestriel couvrant les six premiers mois de l'exercice concerné, dans les trois mois suivant la fin du deuxième trimestre;
- La publication de ses états financiers consolidés semestriels et annuels sous IFRS;
- L'audit de ses états financiers consolidés annuels par ses auditeurs dans le respect des normes internationales d'audit édictées par l'International Federation of Accountants (désignée sous l'abréviation "IFAC").

Ces états financiers consolidés condensés intermédiaires ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 22 août 2017. Le Conseil d'administration d'IBA est composé comme suit :

Administrateurs internes : Messieurs Olivier Legrain, Yves Jongen et Saint-Denis SA représenté par M. Pierre Mottet. M. Olivier Legrain est Administrateur Délégué et Chief Executive Officer. Son mandat a été renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 11 mai 2016, son mandat expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2020 qui statuera sur les comptes de 2019. M. Yves Jongen est Administrateur Délégué et Chief Research Officer. Son mandat a été renouvelé lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 10 mai 2017 et expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire de 2021 qui statuera sur les comptes 2020. Le mandat de Saint-Denis SA a été renouvelé lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 13 mai 2015 et expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire de 2019 qui statuera sur les comptes 2018.

Administrateurs indépendants : Consultance Marcel Miller SCS représenté par Marcel Miller, Hedvig Hricak, Katleen Vandeweyer Comm. V. représenté par Katleen Vandeweyer, Jeroen Cammeraat et Bridging for Sustainability SPRL.représenté par Sibille Vandenhove d'Ertsenryck ont été nommés administrateurs indépendants. Le mandat de Consultance Marcel Miller SCS a été renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 11 mai 2016, son mandat expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2020 qui statuera sur les comptes de 2019. Hedvig Hricak a été nommée lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 10 mai 2017, son mandat expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire de 2018 qui statuera sur les comptes 2017. Katleen Vandeweyer Comm. V. a été nommée lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 14 mai 2014, son mandat expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire de 2018 qui statuera sur les comptes 2017. Le mandat de Jeroen

Cammeraat a été renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 13 mai 2015, son mandat expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire de 2019 qui statuera sur les comptes 2018. Bridging for Sustainability SPRL poursuit le mandat de Median Sustainability S.L. qui a été nommée lors de l'Assemblée générale ordinaire du 11 mai 2016, son mandat expirera lors de l'Assemblée générale ordinaire de 2020 qui statuera sur les comptes 2019.

Autres administrateurs : Bayrime SA représenté par M. Eric de Lamotte. Le mandat de Bayrime SA a été renouvelé lors de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 10 mai 2017 et expirera lors de

l'Assemblée générale ordinaire de 2021 qui statuera sur les comptes 2020.

Le Conseil d'administration d'IBA agit conformément aux directives définies dans sa Charte de gouvernance telle qu'approuvée par la réunion du Conseil d'Administration du 1er avril 2010. Une copie de la charte peut être consultée sur le site Internet d'IBA (www.iba-worldwide.com).

ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE INTERMÉDIAIRE AU 30 JUIN 2017

Le Groupe a choisi de présenter son bilan sur une base courant/non courant. Les notes des pages 10 à 38 font partie intégrante de ces états financiers consolidés condensés intermédiaires.

	Note	31 décembre 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
ACTIF			
Goodwill	6.3	3 821	3 821
Autres immobilisations incorporelles	6.3	9 972	10 577
Immobilisations corporelles	6.3	16 322	21 780
Sociétés mises en équivalence		1 402	1 421
Autres investissements		8 909	8 909
Actifs d'impôts différés	3.1	22 796	22 560
Actifs financiers à long terme		2 171	1 037
Autres actifs à long terme	6.4	18 467	18 947
Actifs non courants		83 860	89 052
Stocks et commandes en cours d'exécution	6.6	132 702	138 901
Créances commerciales		65 736	51 863
Autres créances	6.7	22 409	30 153
Actifs financiers à court terme		1 346	3 072
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.2	74 564	49 959
Actifs courants		296 757	273 948
TOTAL DE L'ACTIF		380 617	363 000
PASSIF			
Capital souscrit	6.10	41 776	41 899
Primes d'émission	6.10	40 618	40 932
Actions propres		-8 502	-8 502
Réserves		9 496	14 824
Écarts de conversion		-1 367	-2 603
Résultats reportés		68 370	55 201
Capitaux propres et réserves		150 391	141 751
Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
FONDS PROPRES		150 391	141 751
Dettes à long terme	6.5	27 750	26 750
Passifs financiers à long terme		1 423	21
Passifs d'impôts différés		582	520
Provisions à long terme	6.11	10 112	5 792
Autres dettes à long terme		3 916	9 185
Passifs non courants		43 783	42 268
Provisions à court terme	6.11	6 311	5 961
Dettes à court terme	6.5	2 151	2 040
Passifs financiers à court terme		3 006	94
Dettes commerciales		56 041	51 816
Dettes fiscales		90	74
Autres dettes	6.8	118 844	118 996
Passifs courants		186 443	178 981
TOTAL DETTES		230 226	221 249
TOTAL DU PASSIF		380 617	363 000

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE POUR LE SEMESTRE SE TERMINANT AU 30 JUIN 2017

Le Groupe a choisi de présenter son compte de résultats selon la fonction des dépenses. Les notes des pages 10 à 38 font partie intégrante de ces états financiers consolidés condensés intermédiaires IFRS.

	Note	30 juin 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
Ventes		104 873	107 731
Prestations de services		40 255	43 882
Coût des ventes et prestations (-)		-80 881	-96 663
Marge brute		64 247	54 950
Frais de ventes et marketing		13 615	14 332
Frais généraux et administratifs		19 422	21 743
Frais de recherche et développement		16 077	16 974
Autres charges d'exploitation	6.9	4 512	7 077
Autres (produits) d'exploitation	6.9	-40	-4 660
Charges financières		2 664	2 227
(Produits) financiers		-1 191	-298
Quote-part dans la perte/(bénéfice) des entités mise en équivalence		-41	-71
Résultat avant impôts		9 229	-2 374
Charges/(produits) d'impôts	6.13 et 3.1	888	2 256
Résultat de la période des activités poursuivies		8 341	-4 630
Bénéfice/(perte) de la période des activités destinées à être cédées		-44	-25
Résultat de la période		8 297	-4 655
Attribuable aux :			
Propriétaires de la Société mère		8 297	-4 655
Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Résultat par action des activités poursuivies et destinées à être cédées (EUR par action)			
> De base	5.1	0,2901	-0,1598
> Dilué	5.2	0,2816	-0,1598
Résultat par action des activités poursuivies (EUR par action)			
> De base	5.1	0,2916	-0,1590
> Dilué	5.2	0,2831	-0,1590
Résultat par action des activités destinées à être cédées (EUR par action)			
> De base	5.1	-0,0015	-0,0008
> Dilué	5.2	-0,0015	-0,0008

ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT GLOBAL POUR LE SEMESTRE SE TERMINANT AU 30 JUIN 2017

En raison du niveau des pertes fiscales disponibles, IBA n'a pas calculé d'impôts différés sur des éléments crédités ou débités directement dans le résultat global.

	30 juin 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
Gain/(perte) de la période	8 297	-4 655
Autres éléments du résultat global à reclasser en gain ou perte au cours des exercices ultérieurs		
- Différences de change sur la conversion des opérations étrangères	-131	-1 237
<i>Différences de change sur la conversion des opérations étrangères</i>	-131	-1 237
- Mouvements des réserves des entités mises en équivalence	0	0
<i>Écarts de conversion</i>	0	0
<i>Couvertures des flux de trésorerie</i>	0	0
<i>Autres⁽¹⁾</i>	0	0
- Différences de change liées au financement permanent	0	0
- (Perte)/gain net sur des actifs financiers disponibles à la vente	0	0
- Mouvement net des couvertures des flux de trésorerie	3 082	5 098
- Profit sur la cession des actions propres	0	0
- Autres	0	0
Autres éléments du résultat global net à reclasser en gain ou perte au cours des exercices ultérieurs	2 951	3 861
Autres éléments du résultat global à ne pas reclasser en gain ou perte au cours des exercices ultérieurs:		
- Mouvements des réserves pour les actifs destinés à être cédés	0	0
- Mouvements des réserves des entités mises en équivalence (gain/(perte) actuariel)	0	0
Autres éléments du résultat global net à ne pas reclasser en gain ou perte au cours des exercices ultérieurs	0	0
Résultat global total de la période	11 248	-794

Etat consolidé intermédiaire des variations des capitaux propres

Attribuables aux propriétaires de la Société mère

	Capital souscrit	Primes d'émission	Actions propres	Réserves de couverture	Autres réserves – valorisation des plans d'options sur actions et des paiements fondés sur des actions	Autres réserves – mouvements des réserves des entités mises en équivalence	Autres réserves - Régimes à prestations définies	Autres réserves	Écarts de conversion	Résultats reportés	TOTAL Fonds propres
Solde au 01/01/16	40 864	37 329	-8 502	-3 236	14 736	0	-1 166	175	-1 993	84 259	162 466
Autres éléments du résultat global de la période	0	0	0	3 082	0	0	0	0	-131	0	2 951
Bénéfice/(perte) pour la période	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 297	8 297
Résultat global de la période	0	0	0	3 082	0	0	0	0	-131	8 297	11 248
Dividendes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-40 329	-40 329
Options sur actions accordées aux collaborateurs et paiements fondés sur actions	0	0	0	0	263	0	0	0	0	0	263
Augmentation/(réduction) de capital/primes d'émission	574	2 133	0	0	0	0	0	0	0	0	2 707
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde au 30/06/16	41 438	39 462	-8 502	-154	14 999	0	-1 166	175	-2 124	52 227	136 355
Solde au 01/01/17	41 776	40 618	-8 502	-2 501	15 285	0	-3 463	175	-1 367	68 370	150 391
Autres éléments du résultat global de la période	0	0	0	5 098	0	0	0	0	-1 237	0	3 861
Bénéfice/(perte) de la période	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-4 655	-4 655
Résultat global de la période	0	0	0	5 098	0	0	0	0	-1 237	-4 655	-794
Dividendes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-8 515	-8 515
Options sur actions accordées aux collaborateurs et paiements fondés sur actions	0	0	0	0	230	0	0	0	0	0	230
Augmentation/(réduction) de capital/primes d'émission	123	315	0	0	0	0	0	0	0	0	438
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
Solde au 30/06/17	41 899	40 933	-8 502	2 597	15 515	0	-3 463	175	-2 604	55 201	141 751

TABLEAU CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR LE SEMESTRE SE TERMINANT AU 30 JUIN 2017

Le groupe a choisi de présenter le tableau des flux de trésorerie en appliquant la méthode indirecte. Les notes des pages 10 à 38 font partie intégrante de ces états financiers consolidés condensés intermédiaires.

	30 juin 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
TRESORERIE D'EXPLOITATION		
Bénéfice/(perte) net de la période	8 297	-4 655
Ajustements pour:		
Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations corporelles	6.3 1 079	1 551
Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations incorporelles	6.3 1 252	1 274
Réductions de valeur sur créances	1	1 152
Variations dans la juste valeur ((gains)/pertes) des actifs financiers	154	191
Variations des provisions	262	-3 427
Impôts différés	6.13 -146	-9
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	-41	-71
Autres éléments non décaissés/ (non encaissés)	-263	47
Variation nette de la trésorerie avant variation du fonds de roulement	10 595	-3 947
Créances commerciales, autres créances et comptes de régularisation de l'actif	-8 671	2 256
Stocks et commandes en cours	-22 358	-6 957
Dettes commerciales, autres dettes et comptes de régularisation du passif	11 805	555
Autres actifs/passifs à court terme	-3 162	-710
Variation du fonds de roulement	-22 386	-4 586
Impôts sur le résultat payés/reçus nets	-1 778	-2 391
Intérêts payés/Intérêts reçus	702	438
Variation nette de la trésorerie d'exploitation	-12 867	-10 486
TRESORERIE D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles – activités poursuivies	6.3 -3 633	-7 078
Acquisitions d'immobilisations incorporelles – activités poursuivies	6.3 -1 143	-1 908
Cessions d'immobilisations	1	0
Acquisitions de filiales, hors trésorerie acquise	0	0
Acquisitions d'autres investissements et d'entités mises en équivalence	0	0
Cession de filiales et d'entités mises en équivalence et autres investissements net de la trésorerie cédée	63 437	0
Acquisitions d'actifs financiers non-courants et crédit accordé	0	0
Autres flux d'investissement	-390	-2
Variation nette de la trésorerie d'investissement	58 272	-8 988
TRESORERIE DE FINANCEMENT		
Nouveaux emprunts	6.5 15 750	0
Remboursements d'emprunts	6.5 -16 463	-1 110
(Intérêts payés) / Intérêts reçus nets	-545	-397
Augmentation de capital (ou produits de l'émission d'actions ordinaires)	2 707	438
(Acquisitions) / Cessions d'actions propres	0	0
Dividendes payés	-40 332	-8 515
Autres flux de financement	561	4 327
Variation nette de la trésorerie de financement	-38 322	-5 257
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	81 715	74 564
Variation nette de trésorerie	7 083	-24 731
Écarts de conversion sur trésorerie et équivalents de trésorerie	710	126
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	89 508	49 959

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS INTERMÉDIAIRES

1. ÉTATS FINANCIERS - BASE DE PRÉPARATION

1.1 BASE DE PRÉPARATION

Ces états financiers consolidés condensés intermédiaires d'IBA portent sur le semestre se terminant le 30 juin 2017. Ils ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire".

Les états financiers consolidés condensés intermédiaires ne contiennent pas toutes les informations et divulgations requises dans les états financiers annuels et devraient être lus en combinaison avec les états financiers annuels du Groupe au 31 décembre 2016.

1.2 CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES

Les méthodes comptables adoptées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés condensés intermédiaires sont cohérentes avec celles de l'exercice précédent clôturé au 31 décembre 2016 à l'exception de l'adoption de nouvelles normes et interprétations au 1er janvier 2017, comme indiqué ci-dessous.

Nouveaux standards et amendements:

Les nouvelles normes et amendements qui nécessitent un retraitement des états financiers antérieurs comprennent les éléments suivants :

Bien que ces nouvelles normes et amendements s'appliquent pour la première fois en 2017, elles n'ont pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés condensés intermédiaires du Groupe. La nature et l'impact de chacune des nouvelles normes, nouveaux amendements et/ou nouvelles interprétations sont décrits ci-dessous:

- Amendements à l'IAS 7¹ Etats des flux de trésorerie – Initiative concernant les informations à fournir, effectif à partir du 1er janvier 2017
- Amendements à l'IAS 12¹ Impôt sur le résultat – Reconnaissance des actifs d'impôts différés sur les pertes non-réalisées, effectif à partir du 1er janvier 2017

- Améliorations annuelles des IFRS - cycle 2014-2016¹, effectif à partir du 1er janvier 2017

Amendements à l'IAS 7 Etats des flux de trésorerie – Initiative concernant les informations à fournir¹

Les modifications exigent que les entités fournissent des informations sur les changements dans leurs passifs découlant des activités de financement, y compris les changements découlant des éléments décaissés ainsi que des éléments non décaissés (comme les gains ou les pertes de change). Lors de la première application de l'amendement, les entités ne sont pas tenues de fournir des informations comparatives pour les périodes précédentes. Le Groupe n'est pas tenu de fournir des informations supplémentaires dans ses états financiers consolidés condensés intermédiaires, mais communiquera des informations supplémentaires dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Amendements à l'IAS 12 Impôt sur le résultat – Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes¹

Les amendements précisent qu'une entité doit examiner si la législation fiscale restreint les sources de bénéfices imposables à l'égard desquelles elle peut faire des déductions sur la reprise de cette différence temporaire déductible. En outre, les modifications apportent des indications sur la manière dont une entité doit déterminer les bénéfices imposables futurs et expliquent les circonstances dans lesquelles le bénéfice imposable peut inclure le recouvrement de certains actifs pour une valeur supérieure à leur valeur comptable. Les entités sont tenues d'appliquer les modifications rétrospectivement. Cependant, lors de la première application des amendements, la variation des capitaux propres d'ouverture de la première période comparative peut être comptabilisée dans les bénéfices non répartis d'ouverture (ou dans un autre élément des capitaux propres), sans affecter la variation entre les bénéfices non répartis d'ouverture et les autres composantes des capitaux. Les entités qui appliquent cette exemption doivent communiquer ce fait. Le Groupe a appliqué les amendements

¹ Pas encore approuvé par l'Union Européenne au 30 mars 2017.

rétrospectivement. Toutefois, leur application n'a aucun effet sur la situation financière et la performance du Groupe, car le Groupe n'a pas de différences temporaires déductibles ou d'actifs qui entrent dans le champ d'application des amendements.

Améliorations annuelles - cycle 2014-2016¹

Amendements à l'IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités – clarifications de la portée de l'information à fournir en IFRS 12

Les amendements précisent que les informations à fournir dans le cadre de la norme IFRS 12, autres que celles figurant aux paragraphes B10 à B16, s'appliquent aux participations d'une entité dans une filiale, une coentreprise ou une société associée (ou une partie de son intérêt dans une coentreprise ou une entreprise associée) qui est classé (ou inclus dans le groupe cédé qui est classé) comme détenu en vue de la vente. Le groupe a adopté les amendements rétrospectivement. Les informations à fournir dans le cadre de la norme IFRS 12 ne s'appliquent pas spécifiquement aux états financiers consolidés condensés intermédiaires. Le Groupe communiquera les informations requises dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Nouveaux standards mais non encore effectifs

Les standards et interprétations nouveaux et amendés publiés mais non encore effectifs jusqu'à la date de publication des états financiers du groupe sont listés ci-dessous. Le Groupe a l'intention d'adopter ces standards et interprétations lorsqu'ils deviennent effectifs.

- Amendements à l'IFRS 2 Paiement fondé sur des actions – Classification et Valorisation des transactions de Paiement fondé sur des actions(1), effectif à partir du 1er janvier 2018
- IFRS 9 Instruments financiers , effectif à partir du 1er janvier 2018
- IFRS 15 Revenu des contrats avec les clients, incluant les amendements à l'IFRS 15: Date effective de l'IFRS 15 et clarifications de l'IFRS 15

revenu des Contrats avec les clients(2), effectif à partir du 1er janvier 2018

- IFRS 16 Contrats de location(1), effectif à partir du 1er janvier 2019
- IFRIC 22 Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée(1), effectif à partir du 1er janvier 2018
- Améliorations annuelles aux IFRS - cycle 2014-2016 (publié décembre 2016)¹, en vigueur le 1er janvier 2017 et 1er janvier 2018

Amendements à l'IFRS 2 Paiement fondé sur des actions – Classification et Valorisation des transactions de Paiement fondé sur des actions¹

Les amendements fournissent les trois exigences comptables suivantes :

- Les effets des conditions d'acquisitions et de non-acquisition sur la valorisation des paiements en cash fondés sur des actions
- Les transactions de paiement fondé sur des actions un mode de règlement pour les obligations de retenues d'impôt
- Une modification des termes et conditions d'un paiement fondé sur des actions qui change la classification de la transaction d'un règlement en cash à un règlement en capital.

Lors de l'adoption, les entités sont tenues d'appliquer les modifications sans retraiter les périodes antérieures, mais l'application rétrospective est permise si les trois amendements et les autres critères sont remplis. Les amendements deviennent effectifs pour les exercices à partir et après le 1er janvier 2018, avec une adoption anticipée autorisée. Le Groupe évalue l'effet potentiel des modifications sur ses états financiers consolidés.

IFRS 9 Instruments Financiers

La version finale de l'IFRS 9 *Instrument financiers* remplace l'IAS 39 *Instruments Financiers: comptabilisation et évaluation* et toutes les versions antérieures à l'IFRS 9. L'IFRS 9 prend en compte les trois éléments de la comptabilité pour les instruments financiers de projets : classification et valorisation, réduction de valeur, et la comptabilité de couverture. L'IFRS 9 sera en vigueur pour l'année financière débutant au 1^{er} janvier 2018 ou après, avec application anticipée autorisée. Excepté pour la comptabilité de couverture, l'application rétroactive est requise, mais il n'est pas nécessaire de fournir une information

¹Pas encore approuvé par l'Union Européenne au 30 mars 2017.

²IFRS 15 incluant les amendements à l'IFRS 15: Date d'entrée en vigueur de l'IFRS 15 n'a pas encore été approuvé par l'UE au 30 mars 2017.

comparative. Pour la comptabilité de couverture, les critères sont généralement appliqués de façon prospective, avec quelques exceptions limitées.

Le groupe ne s'attend pas à ce que l'application des critères de classification et de valorisation requis par l'IFRS 9 ait un impact sur le bilan ou sur le capital. Il prévoit de continuer à mesurer à la juste valeur tous les actifs financiers actuellement détenus à leur juste valeur.

Les titres de participations dans les sociétés non-cotées sont destinés à être conservés dans un avenir prévisible. Le groupe prévoit d'appliquer l'option de présenter les variations de la juste valeur dans les autres éléments du résultat global, et, pour cela, estime que l'application d'IFRS 9 n'aura pas d'impact significatif. Si le groupe n'applique pas cette option, les actions seront détenues à la juste valeur à travers les profits et pertes, ce qui aura pour conséquence d'augmenter la volatilité du résultat enregistré.

Les prêts ainsi que les créances commerciales sont détenus pour recueillir des flux de trésorerie contractuels, et devraient donner lieu à des flux de trésorerie représentant uniquement les paiements du capital et des intérêts.

Le groupe est d'avis que toutes les relations de couvertures existantes qui sont actuellement désignées comme relation de couverture effective seront toujours qualifiées de comptabilité de couverture sous IFRS 9. Comme IFRS 9 ne change pas les principes généraux sur la façon dont une entité comptabilise des couvertures efficaces, le groupe ne s'attend pas à un impact significatif sur l'application d'IFRS 9. Le groupe évaluera plus en détails les changements éventuels liés à la comptabilisation de valeur temporelle, des points à terme ou des options ou écarts de taux de change.

IFRS 15 Revenu des contrats clients²

La norme IFRS 15 établit un modèle en cinq étapes qui s'applique aux revenus provenant des contrats clients. Sous la norme IFRS 15, le revenu est reconnu à un montant qui reflète la contrepartie à laquelle une entité s'attend à voir droit, en échange d'un transfert de biens ou d'une prestation de services à un client.

La nouvelle norme de reconnaissance des revenus va remplacer toutes les exigences actuelles relatives à la reconnaissance des produits en IFRS. Une application rétrospective totale ou partielle est exigée à partir de

l'exercice comptable commençant le 1^{er} janvier 2018. L'application anticipée de cette norme est permise.

Le groupe a l'intention d'adopter cette nouvelle norme à la date d'entrée en vigueur requise, et ce en utilisant la méthode rétrospective modifiée. En 2016, Le groupe a effectué une évaluation préliminaire de la norme IFRS 15, qui est sujette à des changements provenant d'une analyse plus approfondie en cours en ce moment. De plus, le groupe est en train de considérer les précisions publiées par l'IASB, et va surveiller les développements futurs.

L'activité du Groupe est de fournir des équipements et des services. Les équipements et services sont vendus tant via des contrats séparés avec des clients, qu'ensemble dans des forfaits groupés de biens et/ou services.

(a) Ventes de marchandises

Les contrats avec les clients, dans lesquels la vente d'équipements est la seule prestation obligatoire, n'auront probablement pas d'impact sur le compte de résultats du Groupe. Le Groupe s'attend à ce que la reconnaissance de revenu se fasse au cours du temps du fait que le Groupe dispose d'un droit exécutoire au paiement de la performance accomplie à ce jour.

En appliquant la norme IFRS 15, le Groupe considère les points suivants :

(i) Considération variable

Un nombre limité de contrats clients prévoient des rabais sur volume. Pour le moment, le Groupe reconnaît le revenu d'une vente de marchandises à la juste valeur de la contrepartie reçue ou recevable, nette des rabais sur volume. Si le revenu ne peut être mesuré de façon fiable, le Groupe reporte la reconnaissance du revenu jusqu'à ce que l'incertitude soit clarifiée. De telles provisions peuvent entraîner des considérations variables sous la norme IFRS 15, et devront être estimées à la signature du contrat. La norme IFRS 15 exige que l'estimation des considérations variables doit être limitée, afin d'éviter une reconnaissance des revenus trop importante. Le Groupe continue d'évaluer les contrats individuels pour déterminer les estimations des considérations variables et des limitations relatives.

(ii) Options de garanties

Le Groupe fournit des garanties pour les réparations générales dans ses contrats avec les clients. Ainsi, le Groupe détermine que de telles garanties sont des garanties de type "assurance", et continueront d'être

régulées par l'IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels" qui est la pratique actuelle.

(b) Prestations de services

Le Groupe fournit des services opérationnels et de maintenance. Ces services sont vendus soit tout seul via des contrats clients, soit ensemble dans un forfait groupé avec la vente d'un équipement à un client. Actuellement, le Groupe comptabilise les revenus liés à la vente d'équipement et de services comme des livrables séparés des ventes groupées et répartit la contrepartie de ces livrables en utilisant l'approche de la juste valeur relative. Le Groupe comptabilise les produits des services par référence à l'état d'avancement. Selon la norme IFRS 15, l'allocation sera effectuée sur la base relative de prix de vente autonomes, ce qui est déjà le cas actuellement. Le Groupe a évalué au préalable que les services sont satisfaits dans le temps, étant donné que le client reçoit et consomme simultanément les prestations fournies par le Groupe. Par conséquent, le Groupe continuerait à comptabiliser les produits de ces contrats de services / composantes de services de contrats groupés au fil du temps plutôt qu'à un moment donné.

(c) Equipement reçu du client

La contrepartie non-monnaire n'est pas applicable aux contrats de vente du Groupe.

(d) Présentation et informations à fournir

La norme IFRS 15 présente des exigences en matière de présentation et d'information à fournir qui sont plus détaillées que dans les IFRS actuelles. Les exigences en matière de présentation représentent un changement significatif par rapport à la pratique courante et augmentent de manière significative le volume des informations requises dans les états financiers du Groupe. La plupart des informations à fournir en IFRS 15 sont complètement nouvelles. En 2016, le Groupe a commencé à développer et tester des systèmes appropriés, le contrôle interne, les politiques et les procédures nécessaires pour recueillir et fournir l'information nécessaire.

IFRS 16 Contrats de location¹

L'IFRS 16 exige que tous les preneurs de bail comptabilisent tous les baux sous un modèle unique au bilan (sujet à certaines dispenses), d'une façon similaire aux contrats de location financement sous la norme IAS 17, avec deux exemptions de comptabilisation pour les baux relatifs aux actifs de faible valeur (ordinateur personnel) et aux baux à court terme (baux de 12 mois ou moins). A la date de début du contrat, le preneur

reconnait une dette afin de payer les loyers et un actif représentant le droit d'utilisation de l'actif sous-jacent durant la durée d'utilisation. Les preneurs doivent comptabiliser séparément les charges d'intérêts sur la dette et l'amortissement sur l'actif au titre du droit d'utilisation.

La réévaluation de la dette suite à certains événements clé (tel qu'un changement dans la durée du bail, dans les paiements variables basé sur un index ou un taux) est requise dans certains cas. La réévaluation de la dette sera généralement comptabilisée comme un ajustement de l'actif au titre du droit d'utilisation.

Le traitement comptable du bailleur selon la norme IFRS 16 est sensiblement le même que celui actuellement adopté par les bailleurs, en utilisant l'approche de double classification de la norme IAS 17 et distinguant les locations financement des locations opérationnelles.

La norme IFRS 16 exige également que les preneurs et bailleurs fournissent des informations plus approfondies que sous la norme IAS 17.

La nouvelle norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. L'application anticipée est permise uniquement pour les entités qui appliquent également IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. Le preneur peut choisir d'appliquer la norme en utilisant soit une rétrospective complète soit une approche rétrospective modifiée. Les dispositions transitoires de la norme autorisent certaines exonérations. En 2017, le Groupe envisage d'évaluer l'effet potentiel de la norme IFRS 16 sur ses états financiers consolidés.

IFRIC 22 Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée¹

IFRIC 22 précise le cours de change à utiliser pour enregistrer une transaction en monnaie étrangère comportant une contrepartie anticipée payée ou reçue. L'interprétation prend effet le 1er janvier 2018. L'interprétation n'aura aucun impact sur le Groupe.

Améliorations annuelles aux IFRS - cycle 2014-2016 (publié en décembre 2016)¹

L'IASB a publié les améliorations annuelles - cycle 2014-2016 à ses normes et interprétations, principalement en vue de supprimer les incohérences et

¹Pas encore approuvé par l'Union Européenne au 30 mars 2017.

de clarifier la formulation. Ces améliorations comprennent:

- IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*: Les amendements précisent que les informations à fournir dans IFRS 12, autres que celles énoncées aux paragraphes B10-B16, s'appliquent aux intérêts classés comme détenus en vue de la vente ou activité abandonnée. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017.
- IAS 28 *Participations dans des entreprises associées* : Les amendements précisent que l'élection d'évaluation, à savoir, valoriser à la juste valeur par le compte de résultats, est disponible investissement par investissement. En plus,

l'amendement précise que le choix, pour une entité qui n'est pas une entité d'investissement, de conserver l'évaluation à la juste valeur utilisée par cette entité de placement associée ou co-entreprise lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence est également disponible sur une base investissement par investissement. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.

Ces modifications ne devraient pas avoir d'impact sur le Groupe.

1.3 CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES OPÉRATIONS ÉTRANGÈRES

Tous les actifs (goodwill compris) et passifs, tant monétaires que non monétaires, sont convertis au taux de clôture. Les revenus et les dépenses sont convertis au taux de la date de la transaction (taux de change historique) ou au taux moyen du mois.

Les principaux taux de change utilisés sont mentionnés dans le tableau ci-dessous :

	Taux de clôture au 30 juin 2016	Taux moyen pour le semestre se terminant au 30 juin 2016	Taux de clôture au 31 décembre 2016	Taux moyen pour l'année 2016	Taux de clôture au 30 juin 2017	Taux moyen pour le semestre se terminant au 30 juin 2017
USD	1,1102	1,1161	1,0541	1,1068	1,1412	1,0825
SEK	9,4242	9,2961	9,5524	9,4613	9,6398	9,5912
CNY	7,3755	7,2947	7,3202	7,3493	7,7385	7,4403
RUB	71,5200	78,1635	64,3000	74,1017	67,5449	62,6922
INR	74,9603	74,8966	71,5935	74,2467	73,7445	71,0314
JPY	114,0500	124,5580	123,4000	120,2978	127,7500	121,6277
CAD	1,4384	1,4848	1,4188	1,4662	1,4785	1,4440
GBP	0,8265	0,7787	0,8562	0,8188	0,8793	0,8600
ARS			16,7134	16,6779(1)	18,8659	16,8146
THB			37,7260	37,8500(2)	38,7440	37,4777

(1) Taux moyen calculé sur la base de 6 mois d'activités.

(2) Taux moyen calculé sur la base de 2 mois d'activités.

2. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION ET IMPACT DES CHANGEMENTS DANS LA COMPOSITION DU GROUPE

Le Groupe IBA se compose de la Société IBA S.A. et de 23 sociétés et entreprises associées dans 12 pays, 20 d'entre elles sont consolidées via l'intégration globale et 3 sont mises en équivalence.

2.1 LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DANS LE GROUPE IBA

NOM	Actifs destinés à être cédés	Pays	Détention (en%) par le Groupe	Variation du% de détention par rapport au 31 décembre 2016
IBA Molecular Holding (BE 0880.070.706) <i>Chemin du Cyclotron, 3, B-1348 LLN</i>	Non	Belgique	100%	-
IBA Participations SPRL (BE 0465.843.290) <i>Chemin du Cyclotron, 3, B-1348 LLN</i>	Non	Belgique	100%	-
IBA Investments SCRL (BE 0471.701.397) <i>Chemin du Cyclotron, 3, B-1348 LLN</i>	Non	Belgique	100%	-
Ion Beam Applications Co. Ltd. <i>No.6 Xing Guang Er Jie, Beijing OPTO-Mechatronics Industrial Park, 101 111 Tongzhou District, Beijing, China</i>	Non	Chine	100%	-
Striba GmbH <i>Waidmarkt 11, 50676 Köln, Germany</i>	Non	Allemagne	100%	-
IBA Radiosotopes France SAS <i>59 Blvd Pinel, 69003 LYON</i>	Non	France	100%	-
IBA Dosimetry GmbH <i>Bahnhofstrasse 5, 90592 Schwarzenbruck, Germany</i>	Non	Allemagne	100%	-
IBA Dosimetry America Inc. <i>3150 Stage Post Dr. Ste. 110, Bartlett, TN 38133, USA</i>	Non	États-Unis	100%	-
IBA Proton Therapy Inc. <i>152 Heartland Blvd, Edgewood New York 11717, USA</i>	Non	États-Unis	100%	-
IBA Industrial Inc. <i>152 Heartland Blvd, Edgewood New York 11717, USA</i>	Non	États-Unis	100%	-
RadioMed Corporation <i>3149 Stage Post Drive Suite 110, Bartlett, TN 38133, USA</i>	Non	États-Unis	100%	-
IBA USA Inc. <i>151 Heartland Blvd, Edgewood New York 11717, USA</i>	Non	États-Unis	100%	-
IBA Particle Therapy GmbH <i>Bahnhofstrasse 5 90592 Schwarzenbruck, Germany</i>	Non	Allemagne	100%	-
Normandy Hadronthérapie SAS <i>9 rue Ferdinand Buisson, 14280 Saint-Contest</i>	Non	France	100%	-
LLC Ion Beam Applications <i>1st Magistralny tupik, 5A 123290 Moscow, Russia</i>	Non	Russie	100%	-
IBA Particle Therapy India Private Limited <i>Office Unit - F, 3rd Floor, Ali Towers, Old No 22, New No. 55, Greams Road, Thousand Lights,, Chennai - 600006, Tamil Nadu, INDIA</i>	Non	Inde	100%	-
IBA (Thailand) Co., Ltd <i>N°888/70, Mahatun Plaza, 7th floor, Ploenchit Road Lumpini Sub-district, Parthumwan district, Bangkok</i>	Non	Thaïlande	100%	-
Ion Beam Application SRL <i>Ortiz de Ocampo 3302 Modulo 1 Buenos Aires (1425), ARGENTINA</i>	Non	Argentine	100%	-
IBA Mexico DE R.L.DE C.V. <i>Paseo de la Reforma 126 (internal number 4) 06600 Cuauhtemoc, City of Mexico, MEXICO</i>	Non	Mexico	100%	+100%
IBA Japan KK <i>3/F Shiodome Building, 1-2-20 Kaigan Minato-ku, Tokyo, JAPAN</i>	Non	Japon	100%	+100%

2.2 LISTE DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

NOM	Pays	Détention (en%) par le Groupe	Variation du% de détention par rapport au 31 décembre 2016
RELATIVES AUX ACTIVITES POURSUIVIES			
Sceti Medical Labo KK	Japon	39,80%	-
Cyclhad SAS	France	33,33%	-
RELATIVES AUX ACTIVITES DESTINEES A ETRE CEDEES			
PharmaLogic Pet Services of Montreal Cie	Canada	48,00%	-

2.3 CHANGEMENTS DANS LA COMPOSITION DU GROUPE IBA

2.3.1 ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Aucune acquisition d'entreprise n'a été réalisée au cours des six premiers mois de l'exercice 2017.

2.3.2 CESSION D'ENTREPRISES

Aucune cession d'entreprise n'a été réalisée au cours des six premiers mois de l'exercice 2017.

3. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES DÉTERMINANTS

Le Groupe est amené à formuler des estimations et des hypothèses pour l'avenir. Par définition, les estimations comptables qui en résultent seront rarement équivalentes aux résultats réels. Nous présentons ci-dessous les estimations et hypothèses qui risqueraient de provoquer un ajustement sensible des valeurs comptables des actifs et passifs au cours du prochain exercice financier.

3.1 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT – IMPÔTS DIFFÉRÉS

Au 30 juin 2017, le Groupe a accumulé des pertes d'exploitation nettes disponibles pour compenser les futures bénéfices imposables principalement en Belgique et en Russie pour un total d'EUR 91,6 millions et pour des différences temporaires s'élevant à EUR 5,7 millions aux Etats-Unis et en Chine. Le Groupe a comptabilisé des actifs d'impôts différés pour un montant d'EUR 20,3 millions au titre de perspective d'utilisation des pertes fiscales reportées d'IBA SA et un montant d'EUR 2,3 millions au titre de différences temporaires au 30 juin 2017.

Au 30 juin 2017, le compte de résultats a été impacté positivement par la diminution des actifs d'impôts différés au titre de différences temporaires en Chine pour EUR 0,05 million et par la diminution des passifs d'impôts différés au titre des différences temporaires en Allemagne pour EUR 0,06 million.

L'évaluation de ces actifs dépend de plusieurs hypothèses et jugements portant sur les bénéfices imposables futurs probables des différentes filiales du Groupe dans différents pays. Ces estimations sont formulées en toute prudence sur la base des informations les plus récentes dont dispose la Société. Si les conditions évoluent et si le montant définitif des bénéfices futurs diffère de l'estimation d'origine, cette différence va affecter l'impôt sur le résultat et les actifs d'impôts différés pendant l'exercice au cours duquel cette évaluation est formulée.

L'évolution de la législation en Belgique (en particulier l'évolution de la déduction pour revenus de brevet, du taux d'imposition) pourrait affecter la reconnaissance d'impôts différés actifs chez IBA SA.

3.2 RECONNAISSANCE DES REVENUS

Les contrats en cours sont évalués à leur coût de production, augmenté des revenus dégagés en fonction du degré d'avancement du contrat à la date de clôture, dans la mesure où il est probable que les avantages économiques associés au contrat reviendront au Groupe. Cette probabilité est le fruit d'un jugement. Si certains critères de jugement sont modifiés par rapport à ceux utilisés pour les revenus déjà comptabilisés, ceci affecte le compte de résultats du Groupe. Le cas échéant, la Société revoit sa marge estimée à l'achèvement du contrat afin de prendre en compte l'évaluation du risque résiduel auquel ce contrat peut être soumis pendant plusieurs années. Lorsque ces incertitudes donnent lieu à d'autres résultats que les estimations de départ, cela affecte le compte de résultats du Groupe.

3.3 ESTIMATION DE LA VALEUR DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les valeurs récupérables des immobilisations corporelles et incorporelles sont déterminées sur la base de la "valeur d'usage". La valeur d'usage est déterminée sur la base des business plans les plus récents d'IBA, tels qu'approuvés par le Conseil d'administration. Ces plans intègrent différentes hypothèses émises par la direction et approuvées par le Conseil d'administration sur la manière dont l'activité, les marges bénéficiaires et les investissements vont évoluer.

3.4 PLAN D'INTERESSEMENT A LONG TERME

En 2014, la Société a mis en place un nouveau plan d'intéressement à long terme, visant à soutenir ses objectifs de rentabilité multi-année, l'alignement des intérêts des participants au plan avec les intérêts des actionnaires et la création de valeur pour les actionnaires à long terme, ainsi que la création d'un effet de rétention approprié. Le plan est à deux niveaux, combinant directement ou indirectement un

intéressement en espèces avec l'octroi d'options sur actions.

L'intéressement en espèces a été implémenté en 2014 et est lié au profit cumulé avant impôts sur la période 2014-2017, comparé à un objectif prédéfini aligné avec le plan stratégique du Groupe et avec la guidance y relative fournie au marché. Le schéma d'octroi se produit dans son intégralité à la fin de 2017, sous réserve que chaque participant est en service jusqu'à cette date et sous réserve qu'un certain seuil de carnet de commandes est atteint à la même date. L'objectif de paiement varie de 30% à 100% de la rémunération fixe annuelle, sauf pour le Chief Executive Officer, pour qui il est de 200%. En cas de performance haute, le niveau de paiement maximal est de 200% de l'objectif. Une performance faible n'engendre aucun paiement. Pour chaque année calendrier incluse dans la période de performance du plan, une performance individuelle suffisante constitue un seuil additionnel du plan. Pour chacune des années où la performance est au-dessous des attentes, le niveau de paiement réel est réduit de 25%. La surperformance individuelle n'augmente pas le

paiement lié au plan. Aucun nouvel intéressement en espèces n'a été mis en place en 2015, 2016 et 2017.

Au 30 juin 2017, la provision s'élève à EUR 0,6 million (EUR 4,3 millions en 2016).

3.5 TAXES LOCALES DANS LES PAYS AUTRES QUE LA BELGIQUE

En 2015, la Société a initié une analyse sur l'exposition du Groupe dans les pays autres que la Belgique à devoir potentiellement payer certaines taxes locales alors que l'obligation de paiement de ces taxes avait été transférée aux clients du Groupe. L'exposition identifiée au 31 décembre, 2015, a été réduite à la suite d'une analyse plus approfondie réalisée en 2016 et 2017. Sur la base des données disponibles, il n'est toujours pas possible de faire une estimation fiable de l'exposition résiduelle et de ce fait aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers du Groupe.

3.6 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS – INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Les actifs et passifs financiers du Groupe sont valorisés comme suit :

(EUR '000)	Catégorie	31 décembre 2016		30 juin 2017	
		Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
ACTIFS FINANCIERS					
Créances commerciales	Prêts et créances	65 736	65 736	51 863	51 863
Créances à long terme sur commandes en cours	Prêts et créances	837	837	814	814
Actifs financiers disponibles à la vente	Disponible à la vente	0	0	0	0
Créances à long terme relatives au démantèlement de sites	Prêts et créances	0	0	0	0
Autres créances à long terme	Prêts et créances	17 630	17 630	18 133	18 133
Créances non commerciales et acomptes sur commandes	Prêts et créances	16 403	16 403	23 555	23 555
Autres créances à court terme	Prêts et créances	6 006	6 006	6 598	6 598
Autres investissements	Disponible à la vente	8 909	8 909	8 909	8 909
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	74 564	74 564	49 959	49 959
Produits dérivés de couverture	Comptabilité de couverture	3 224	3 224	3 977	3 977
Produits dérivés – autres	JVR2	293	293	132	132
TOTAL		193 602	193 602	163 940	163 940
PASSIFS FINANCIERS					
Prêts bancaires et autres dettes financières	PFCA	29 750	29 750	28 750	28 750
Dettes de location-financement	PFCA	151	151	40	40
Dettes commerciales	PFCA	56 041	56 041	51 816	51 816
Produits dérivés de couverture	Comptabilité de couverture	4 021	4 021	34	34
Produits dérivés – autres	JVR2	408	408	81	81
Autres dettes à long terme	PFCA	3 916	3 916	9 185	9 185
Montants dus aux clients sur commandes en cours	PFCA	85 516	85 516	85 007	85 007
Dettes sociales	PFCA	14 737	14 737	15 588	15 588
Autres dettes à court terme	PFCA	18 591	18 591	18 401	18 401
Dettes fiscales à court terme	PFCA	90	90	74	74
Crédit bancaire à court terme	PFCA	0	0	0	0
TOTAL		213 221	213 221	208 976	208 976

Au 31 décembre 2016 et au 30 juin 2017, la valeur nette comptable de ces actifs et passifs financiers ne diffère pas sensiblement de leur juste valeur.

Les rubriques “Produits dérivés de couverture” et “Produits dérivés – autres” à l’actif et au passif incluent

la juste valeur des contrats de change à terme et des swaps sur devises.

Le Groupe peut, au gré de l’évolution de sa stratégie, acquérir des participations ne donnant pas le contrôle auprès de sociétés tierces. Ces participations sont présentées en catégorie “Disponible à la vente”.

PFCA : Passif financier évalué au coût amorti.

JVR1 : Juste valeur par le compte de résultats, détenus à des fins de transactions.

JVR2 : Juste valeur par le compte de résultats, actif intégrant un produit dérivé dont la valeur n’a pas pu être séparée du principal.

3.7 CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour vendre un actif ou celui qui serait payé pour transférer un passif lors d'une transaction ordonnée entre les participants du marché à la date d'évaluation. En conformité avec IAS 39, tous les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur dans le bilan.

La juste valeur des instruments financiers dérivés est soit le prix du marché ou est soit calculée à l'aide de modèles de tarification prenant en compte les taux actuels du marché. La juste valeur des instruments de couverture est définie à l'aide de techniques de valorisation communément utilisées sur les marchés financiers et fournies par des sources financières fiables. Les justes valeurs sont calculées sur la base des dates de transaction des instruments utilisés.

La juste valeur de ces instruments reflète généralement le montant estimé qu'IBA recevrait pour le règlement de contrats favorables ou serait tenue de payer pour terminer des contrats défavorables à la date de clôture, et prend ainsi en compte les gains ou pertes non réalisés sur les contrats en cours.

En application d'IFRS 13 Évaluation de la juste valeur, le tableau suivant présente une analyse des

instruments financiers qui sont évalués après la comptabilisation initiale à la juste valeur, regroupée en niveaux de 1 à 3 en fonction de la mesure dans laquelle la juste valeur est observable.

- **Niveau 1** : évaluations à la juste valeur sont ceux dérivés de prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
- **Niveau 2** : évaluations à la juste valeur sont ceux dérivés de données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix).
- **Niveau 3** : évaluations à la juste valeur sont ceux dérivés de techniques d'évaluation pour lesquels le niveau le plus bas qui est significatif pour l'évaluation de la juste valeur est inobservable.

Durant les 6 premiers mois de 2017, il n'y a pas eu de transfert entre les différentes catégories pour les instruments existants au 30 juin 2017.

De nouveaux instruments ont été acquis et sont classés en niveau 2.

(EUR '000)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	30 juin 2017
- Contrats de change à terme		3 825		3 825
- Swaps de taux de change		152		152
Actifs financiers comptabilisés selon la comptabilité de couverture		3 977		3 977
- Contrats de change à terme		54		54
- Swaps de taux de change		78		78
Actifs financiers à leur juste valeur par le compte de résultats		132		132
- Contrats de change à terme		34		34
- Swaps de taux de change		0		0
Passifs financiers comptabilisés selon la comptabilité de couverture		34		34
- Contrats de change à terme		48		48
- Swaps de taux de change		33		33
Passifs financiers à leur juste valeur par le compte de résultats		81		81

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Sur la base des rapports financiers internes soumis au Conseil d'administration, d'une part, et de la principale source de risque et de rentabilité pour le Groupe, d'autre part, IBA a identifié les deux niveaux d'information opérationnels suivants:

- Les informations par secteur d'activités représentent son premier niveau d'information opérationnelle ;
- Les informations par secteur géographique représentent son second niveau d'information opérationnelle. Ces informations ne sont pas présentées dans les états financiers consolidés condensés intermédiaires.

4.1 SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les secteurs opérationnels sont des composantes de l'activité de l'Entreprise. Une information financière distincte est disponible pour ces secteurs et est régulièrement examinée par la Direction.

Le format de présentation des secteurs opérationnels d'IBA est sous forme d'activités dans la dimension primaire parce que les risques de l'Entreprise et les taux de rendement liés aux activités sont essentiellement affectés par le fait qu'IBA opère des activités ayant des profils de risques fondamentalement différents. L'organisation de la Direction de l'Entreprise et le reporting interne à destination du Conseil d'administration ont été mis en place en conséquence. Un secteur d'activités est un composant distinct de l'Entreprise qui s'est engagé à fournir des produits ou des services dans une activité particulière, qui est soumise à des risques et des rendements différents de ceux des autres activités. En accord avec IFRS 8 - Secteurs opérationnels, les secteurs d'activités servant de base à l'information sectorielle sont (1) la Protonthérapie/Autres Accélérateurs et (2) la Dosimétrie.

- **Protonthérapie/Autres Accélérateurs:** ce secteur constitue la base technologique de nombreuses activités du Groupe et inclut le développement, la production et les services liés aux accélérateurs de particules à usage médical et industriel et des solutions de protonthérapie.
- **Dosimétrie :** ce secteur regroupe les activités qui offrent une gamme complète de solutions innovantes et de haute qualité afin d'améliorer l'efficacité et de minimiser les erreurs dans les

domaines de l'imagerie médicale et de la radiothérapie.

Les résultats, les actifs et les passifs sectoriels comprennent les éléments directement liés à un secteur, ainsi que ceux qui peuvent y être alloués sur une base raisonnable. Les actifs non alloués comprennent essentiellement les actifs d'impôts différés et certains actifs de sociétés ayant un rôle plurisectoriel.

Les dépenses d'investissement sectorielles comprennent le coût total des investissements encourus au cours de la période au titre de l'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles, à l'exception des goodwill.

Les tableaux suivant reprennent les détails du compte de résultats, des actifs, des passifs et des autres informations pour chaque secteur. Toutes les ventes intersectorielles sont conclues aux conditions du marché.

Semestre se terminant au 30 juin 2017	Protonthérapie et autres accélérateurs (EUR '000)	Dosimétrie (EUR '000)	GROUPE (EUR '000)
Ventes	82 381	25 350	107 731
Prestations de services	40 879	3 003	43 882
Ventes externes	123 260	28 353	151 613
REBIT	-3 548	5 449	1 901
Autres (charges)/Produits d'exploitation	-1 601	-381	-1 982
Résultat sectoriel	-5 149	5 068	-81
(Charges)/produits non alloués ⁽¹⁾			-435
(Charges)/Produits financiers ⁽²⁾			-1 929
Quote-part dans la (perte)/bénéfice des sociétés mises en équivalence			71
Résultat avant impôts			-2 374
(Charges)/Produits d'impôts ⁽²⁾			-2 256
Résultat de la période des activités poursuivies			-4 630
Bénéfice/(perte) de la période des activités destinées à être cédées			-25
Résultat de la période			-4 655

⁽¹⁾ Les charges non allouées comprennent principalement les charges liées aux plans d'options sur actions.

⁽²⁾ La trésorerie et les impôts sont gérés au niveau du Groupe, ce qui explique qu'ils sont présentés en (charges)/ produits non alloués.

Semestre se terminant au 30 juin 2017	Protonthérapie et autres accélérateurs (EUR '000)	Dosimétrie (EUR '000)	GROUPE (EUR '000)
Actifs non courants	81 083	6 548	87 631
Actifs courants	253 004	20 944	273 948
Actifs sectoriels	334 087	27 492	361 579
Participations dans les sociétés mises en équivalence			1 421
TOTAL DE L'ACTIF	334 087	27 492	364 000
Passifs non courants	41 513	755	42 268
Passifs courants	170 050	8 931	178 981
Passifs sectoriels	211 563	9 686	221 249
TOTAL DU PASSIF	211 563	9 686	221 249

Semestre se terminant au 30 juin 2017			
Dépenses d'investissements	8 826	160	
Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations corporelles	1 323	228	
Amortissements sur immobilisations incorporelles et goodwill	1 214	60	
Dépenses de personnels	57 557	8 451	
Charges/(produits) non décaissés	-1 448	-578	
Effectif à la fin de la période	1 326	216	

Semestre se terminant au 30 juin 2016	Protonthérapie et autres accélérateurs (EUR '000)	Dosimétrie (EUR '000)	GROUPE (EUR '000)
Ventes	84 440	20 433	104 873
Prestations de services	36 792	3 463	40 255
Ventes externes	121 232	23 896	145 128
REBIT	12 904	2 229	15 133
Autres (charges)/Produits d'exploitation	-3 753	-330	-4 083
Résultat sectorial	9 151	1 899	11 050
(Charges)/produits non alloués ⁽¹⁾			-389
(Charges)/Produits financiers ⁽²⁾			-1 473
Quote-part dans la (perte)/bénéfice des sociétés mises en équivalence			41
Résultat avant impôts			9 229
(Charges)/Produits d'impôts ⁽²⁾			-888
Résultat de la période des activités poursuivies			8 341
Bénéfice/(perte) de la période des activités destinées à être cédées			-44
Résultat de la période			8 297

⁽¹⁾ Les charges non allouées comprennent principalement les charges liées aux plans d'options sur actions.

⁽²⁾ La trésorerie et les impôts sont gérés au niveau du Groupe, ce qui explique qu'ils sont présentés en (charges)/ produits non alloués.

Année se terminant au 31 décembre 2016	Protonthérapie et autres accélérateurs (EUR '000)	Dosimétrie (EUR '000)	GROUPE (EUR '000)
Actifs non courants	63 258	6 326	69 584
Actifs courants	304 303	19 577	323 880
Actifs sectoriels	367 561	25 903	393 464
Participations dans les sociétés mises en équivalence			1 888
TOTAL DE L'ACTIF	367 561	25 903	395 352
Passifs non courants	24 617	1 237	25 854
Passifs courants	195 894	9 972	205 866
Passifs sectoriels	220 511	11 209	231 720
TOTAL DU PASSIF	220 511	11 209	231 720
Semestre se terminant au 30 juin 2016			
Dépenses d'investissements	4 188	588	
Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations corporelles	869	210	
Amortissements sur immobilisations incorporelles et goodwill	1 156	96	
Dépenses de personnels	51 343	8 066	
Charges/(produits) non décaissés	540	226	
Effectif à la fin de la période	1 104	207	

5. RÉSULTAT PAR ACTION

5.1 RÉSULTAT DE BASE

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net imputable aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires exclut les actions acquises par la Société et détenues comme actions propres.

RÉSULTAT NET DE BASE PAR ACTION	30 juin 2016	30 juin 2017
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société mère (EUR '000)	8 297	-4 655
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires	28 596 543	29 124 307
Résultat net par action des activités poursuivies et destinées à être cédées (EUR par action)	0,2901	-0,1598
Résultat des activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société mère (EUR '000)	8 341	-4 630
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires	28 596 543	29 124 307
Résultat net par action des activités poursuivies (EUR par action)	0,2916	-0,1590
Résultat des activités destinées à être cédées attribuable aux propriétaires de la Société mère (EUR '000)	-44	-25
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires	28 596 543	29 124 307
Résultat net par action des activités destinées à être cédées (EUR par action)	-0,0015	-0,0008

5.2 RÉSULTAT DILUÉ

Le résultat net dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation des effets de la conversion de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. En 2014, la société possédait deux catégories d'actions ordinaires potentiellement dilutives: les options sur actions et l'emprunt subordonné convertible de la S.R.I.W. Depuis fin 2015, la société ne possède plus qu'une catégorie d'actions ordinaires potentiellement dilutives : les options sur actions.

Le calcul est réalisé pour les options sur actions afin de déterminer le nombre d'actions qui pourraient avoir été acquises à la juste valeur (déterminée comme le prix moyen annuel du marché des actions de la Société) sur la base de la valeur monétaire des droits de souscription attachés aux options sur actions en circulation. Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises dans l'hypothèse de l'exercice des options.

RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION	30 juin 2016	30 juin 2017
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires	28 596 543	29 124 307
Prix moyen de l'action sur la période	35,98	48,43
Moyenne pondérée des actions diluées	867 920	452 903
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat net dilué par action	29 464 463	29 577 210
Résultat attribuable aux propriétaires de la Société mère (EUR '000)	8 297	-4 655
Résultat net dilué par action des activités poursuivies et destinées à être cédées (EUR par action)	0,2816	-0,1598
Résultat des activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société mère (EUR '000)	8 341	-4 630
Résultat net dilué par action des activités poursuivies (EUR par action)	0,2831	-0,1590
Résultat des activités destinées à être cédées attribuable aux propriétaires de la Société mère (EUR '000)	-44	-25
Résultat net dilué par action des activités destinées à être cédées (EUR par action)	-0,0015	-0,0008

(¹) Conformément à l'IAS 33, qui stipule que le résultat net dilué par action ne tient pas compte d'hypothèses de conversion d'exercice, ou d'autres émissions d'actions ordinaires potentielles qui pourraient avoir un effet antidilutif sur le résultat par action (actions dont la conversion implique une réduction de la perte par action).

6. AUTRES INFORMATIONS SÉLECTIONNÉES

6.1 CARACTÈRE SAISONNIER OU CYCLIQUE DES OPÉRATIONS INTERMÉDIAIRES

L'activité d'IBA n'est soumise à aucun effet saisonnier ou cyclique.

6.2 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Dans le cadre du tableau consolidé intermédiaire des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent comme suit :

	30 juin 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
Soldes bancaires et caisses	69 446	49 931
Comptes avec des restrictions à moins de 3 mois	0	0
Dépôts bancaires à court terme	20 062	28
	89 508	49 959
Trésorerie et équivalents de trésorerie des activités destinées à être cédées	0	0
	89 508	49 959

6.3 DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS ET ENGAGEMENTS

Semestre se terminant au 30 juin 2017	Immobilisations corporelles (EUR '000)	Immobilisations incorporelles (EUR '000)	Goodwill (EUR '000)
Valeur comptable nette à l'ouverture	16 322	9 972	3 821
Acquisitions	7 078	1 908	0
Cessions	0	0	0
Transferts	0	0	0
Ecarts de conversion	-69	-29	0
Amortissements et réductions de valeur	-1 551	-1 274	0
Valeur comptable nette à la clôture	21 780	10 577	3 821

Les investissements de 2017 concernent principalement le processus d'augmentation des capacités de production en ce compris le droit d'emphytéose pour un terrain situé à Louvain-La-Neuve en Belgique. Ce droit a été octroyé pour une période de 99 ans.

Aucune perte de valeur n'a été identifiée sur les immobilisations corporelles et incorporelles dans les états financiers intermédiaires de 2017.

6.4 AUTRES ACTIFS À LONG TERME

	31 décembre 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
Créances à long terme sur commandes en cours	837	814
Crédit d'impôt recherché et développement	9 077	9 338
Autres actifs	8 553	8 795
TOTAL	18 467	18 947

Au 30 juin 2017, la rubrique "autres actifs" est principalement composée de créances envers une entreprise associée pour EUR 0,8 million, d'un prêt (principal et intérêts) et des créances commerciales pour un montant total d'EUR 7,6 millions dans une société dans laquelle le Groupe détient une participation ainsi que des dépôts bancaires pour EUR 0,3 million.

Au 31 décembre 2016, la rubrique "autres actifs" est principalement composée de créances envers une entreprise associée pour EUR 0,8 million, d'un prêt (principal et intérêts) et des créances commerciales pour un montant total d'EUR 7,5 millions dans une société dans laquelle le Groupe détient une participation ainsi que des dépôts bancaires pour EUR 0,2 million.

6.5 MOUVEMENTS DES DETTES BANCAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIERES

6.5.1 DETTES BANCAIRES ET AUTRES DETTES FINANCIERES

	31 décembre 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
Courantes	2 000	2 000
Non courantes	27 750	26 750
Total	29 750	28 750
Solde à l'ouverture	31 250	29 750
Nouveaux emprunts	15 750	0
Remboursements d'emprunts	-17 250	-1 000
Transfert vers les passifs directement liés aux actifs destinés à être cédés	0	0
Écart de conversion	0	0
Solde à la clôture¹	29 750	28 750

¹ inclus deux prêts subordonnés d'EUR 15 millions de la S.R.I.W. en juin 2017 (2 prêts pour un montant total d'EUR 15 millions à fin 2016).

S.R.I.W. :

En 2012, IBA a renforcé sa disponibilité de ressources de financement par l'obtention d'une facilité de crédit à long terme de 20 millions d'euros auprès de la S.R.I.W. Dans le cadre de ce financement, le Groupe s'engage à respecter certains covenants relatifs au fonds propres d'IBA SA.

Le 30 juin 2014, le Groupe a renforcé ses fonds propres par une augmentation de capital pour un montant total d'EUR 6 millions (EUR 5 millions de la S.R.I.W. et EUR

1 million de la S.P.F.I.) et par un "reverse convertible bond" souscrit par la S.R.I.W. pour EUR 5 millions.

10 millions ont été utilisés pour rembourser des autres dettes financières en cours.

Le 31 décembre 2015 était la dernière date possible pour convertir le "reverse convertible bond" d'EUR 5 millions en capital. Le Groupe a décidé de ne pas exercer son droit de convertir en capital le "reverse convertible bond". En conséquence, le "reverse convertible bond" a été reclassé des fonds propres en "dettes bancaires et autres dettes financières".

Dettes bancaires :

En avril 2016, IBA a emprunté EUR 10 millions auprès d'une banque belge afin de partiellement refinancer le remboursement anticipé de l'emprunt contracté auprès de la B.E.I. Ce prêt a un échéancier de remboursement de 5 ans et sera remboursé par le biais de 20 versements trimestriels égaux en principal débutant fin juillet 2016. Le dernier versement sera effectué en avril 2021.

En février 2016 IBA a émis un emprunt obligataire privé

sur 5 ans pour un montant total souscrit d'EUR 5,75 millions. Le but est de refinancer partiellement le prêt de la B.E.I. qui a été remboursé anticipativement. Cet emprunt sera remboursé en un seul versement en février 2021. Le respect de certains covenants financiers sont applicables à cet emprunt.

Au 30 juin 2017, le Groupe dispose au total de lignes de crédit et de facilités de crédit à hauteur d'EUR 58,8 millions dont 48,94 % sont utilisées à ce jour.

Les lignes de crédit utilisées sont les suivantes :

	31 décembre 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
TAUX FLOTTANT		
– échéant dans l'année	0	0
– échéant au-delà d'un an	0	0
TOTAL TAUX FLOTTANT	0	0
TAUX FIXE		
– échéant dans l'année	2 000	2 000
– échéant au-delà d'un an	27 750	26 750
TOTAL TAUX FIXE	29 750	28 750
TOTAL	29 750	28 750

Les dettes bancaires et autres dettes financières comprennent des prêts de la S.R.I.W. pour EUR 15 millions en 2017 (EUR 15 millions en 2016), un emprunt bancaire pour EUR 8 millions en 2017 (EUR 9 millions en 2016) et un emprunt obligataire pour EUR 5,75 millions.

Les lignes de crédit non utilisées sont les suivantes:

	31 décembre 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
TAUX FLOTTANT		
– échéant dans l'année	30 000	30 000
– échéant au-delà d'un an	0	0
TOTAL TAUX FLOTTANT	30 000	30 000
TAUX FIXE		
– échéant dans l'année	0	0
– échéant au-delà d'un an	0	0
TOTAL TAUX FIXE	0	0
TOTAL	30 000	30 000

6.5.2 DETTES DE LOCATION-FINANCEMENT

(EUR 000)	31 décembre 2016	30 juin 2017
Courantes	151	40
Non courantes	0	0
TOTAL	151	40

Les mouvements des dettes de location-financement peuvent être détaillés comme suit :

(EUR 000)	31 décembre 2016	30 juin 2017
Solde à l'ouverture	424	151
Nouvelles dettes	0	0
Remboursements de dettes	-273	-111
Écarts de conversion	0	0
Solde à la clôture	151	40

6.6 STOCKS ET COMMANDES EN COURS D'EXÉCUTION

	31 décembre 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
Matières premières et fournitures	60 548	72 622
Produits finis	4 929	2 246
En-cours de fabrication	2 562	3 938
Commandes en cours d'exécution (en excédent de fabrication)	72 961	68 596
Réductions de valeur sur stocks	-8 298	-8 501
Stocks et commandes en cours	132 702	138 901

Commandes en cours d'exécution	31 décembre 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
Coûts activés et marge reconnue	564 062	418 475
Moins: Acomptes reçus sur commandes	-491 101	-349 879
Commandes en cours d'exécution	72 961	68 596
Montants nets dus aux clients sur commandes en cours	85 516	85 007

6.7 AUTRES CRÉANCES

	31 décembre 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
Créances non commerciales	16 403	23 555
Charges à reporter	2 625	2 915
Produits acquis	853	1 064
Créances d'impôts sur le résultat	1 496	1 480
Autres créances courantes	1 032	1 139
Autres créances	22 409	30 153

Les principaux mouvements sur les "créances non commerciales" s'expliquent par l'augmentation des acomptes versés aux fournisseurs et de la TVA à récupérer.

6.8 AUTRES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION

	31 décembre 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
Montants nets dus aux clients sur commandes en cours	85 516	85 007
Dettes sociales	14 737	15 888
Charges à imputer	2 736	2 701
Charges des intérêts à imputer	247	143
Produits à reporter	7 272	8 016
Subsides en capital	830	775
Dettes non commerciales	3 816	3 412
Autres dettes courantes	3 690	3 354
Autres dettes et comptes de régularisation	118 844	118 996

6.9 AUTRES CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation en 2017 d'EUR 7,1 millions incluent la valorisation des plans d'options sur actions offerts aux employés d'IBA pour EUR 0,23 million, un bonus discrétionnaire spécial accordé aux employés d'IBA à l'exception du Management pour EUR 2,85 millions, des charges de réorganisation pour EUR 0,53 million, une nouvelle provision pour risque fiscal pour EUR 0,9 million, des réductions de valeurs pour EUR 1,83 million et d'autres dépenses pour EUR 0,8 million.

Les autres produits d'exploitation en 2017 d'EUR 4,7 millions comprennent principalement une reprise partielle des charges provisionnées liées au plan d'intéressement à long terme pour EUR 3,62 millions et

la reprise d'une provision pour risque fiscal pour EUR 1,0 million.

Les autres charges d'exploitation en 2016 d'EUR 4,5 millions incluent la valorisation des plans d'options sur actions offerts aux employés d'IBA pour EUR 0,3 million, un bonus discrétionnaire spéciale accordé aux employés d'IBA à l'exception du Management pour EUR 2,3 millions, des charges provisionnées liées au plan d'intéressement à long terme pour EUR 0,4 million, des charges de réorganisation pour EUR 0,3 million, des engagements sur des projets de protonthérapie et autres accélérateurs pour EUR 0,3 million et d'autres dépenses pour EUR 0,9 million.

6.10 ACTIONS ORDINAIRES, PRIMES D'ÉMISSION ET ACTIONS PROPRES

	Nombre d'actions ordinaires	Capital souscrit (EUR)	Prime d'émission (EUR)	Actions propres (EUR)	Total (EUR)
Solde de clôture au 31 décembre 2016	29 764 396	41 775 555	40 617 898	-8 501 979	73 891 474
Options sur actions exercées	88 153	123 723	314 526	0	438 249
Augmentation de capital	0	0	0	0	0
Solde de clôture au 30 juin 2017	29 852 549	41 899 278	40 932 424	-8 501 979	74 329 723

6.11 PROVISIONS

	Environnement	Garanties	Litiges	Régimes à prestations définies	Autres avantages sociaux	Autres	Total
Au 1er janvier 2017	607	2 989	140	3 425	4 424	4 838	16 423
Additions (+)	0	712	0	0	35	896	1 643
Reprises (-)	0	-475	0	0	-3 618	-977	-5 070
Utilisations (-)	-168	-308	0	0	-26	-660	-1 162
(Gains)/pertes actuariels	0	0	0	0	0	0	0
Reclassifications	0	0	0	0	0	0	0
Ecart de conversion	0	-13	0	0	-26	-42	-81
Variation totale	-168	-84	0	0	-3 635	-783	-4 670
Au 30 juin 2017	439	2 905	140	3 425	789	4 055	11 753

Les principaux mouvements sur les “autres provisions” peuvent être détaillés comme suit:

- Des provisions additionnelles pour EUR 0,9 million pour risque fiscal
- Reprises de provisions pour EUR -1,0 million pour risque fiscal
- Utilisation des provisions d'un montant d'EUR -0,66 million pour des engagements

contractuels en vertu de l'accord de cession de l'activité IBA Molecular.

Les principaux mouvements sur les “autres avantages sociaux” peuvent être détaillés comme suit:

- Reprise partielle de provisions pour EUR -3,62 millions relatives au plan d'intéressement à long terme.

6.12 LITIGES

Le Groupe n'est pas actuellement impliqué dans des litiges significatifs.

6.13 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	30 juin 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
Impôts courants	1 034	2 265
Impôts différés	-146	-9
Total	888	2 256

6.14 AVANTAGES AU PERSONNEL

Etant donné que les fluctuations en matière d'avantages au personnel ne sont pas significatives, nous renvoyons au point 28 du rapport annuel pour plus d'information.

6.15 DIVIDENDES PAYÉS ET PROPOSÉS

Le dividende de 0,29 cents par actions proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 mai 2017 a été approuvé.

IBA confirme son objectif de distribution de dividende représentant 30% du résultat.

6.16 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

6.16.1 ENTREPRISES CONSOLIDÉES

Une liste des filiales et des sociétés mises en équivalence est reprise à la note 2.

6.16.2 TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES

Les principales transactions réalisées avec les parties liées (les sociétés mis en équivalence) sont les suivantes :

	30 juin 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
ACTIF		
Créances		
Créances à long terme	858	766
Clients et comptes rattachés	377	251
Réduction de valeur sur créances	0	0
TOTAL CREANCES	1 235	1 017
PASSIF		
Dettes		
Fournisseurs et dettes diverses	0	0
TOTAL DETTES	0	0
COMPTE DE RESULTATS		
Ventes	3 578	5 547
Coûts	-1 033	-2 612
Produits financiers	124	0
Charges financières	0	-38
Autres produits d'exploitation	0	0
Autres charges d'exploitation	0	0
TOTAL COMPTE DE RÉSULTATS	2 669	2 897

6.16.3 RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

La liste des actionnaires du Groupe au 30 juin 2017 est donnée ci-dessous:

	Nbre titres	%
Belgian Anchorage SCRL	6 204 668	20,78%
IBA Investments SCRL	610 852	2,05%
IBA SA	63 519	0,21%
UCL ASBL	426 885	1,43%
Sopartec SA	180 000	0,60%
Institut des Radioéléments FUP	1 423 271	4,77%
Société Régionale d'Investissement de Wallonie (S.R.I.W.)	704 491	2,36%
Société Fédérale de Participation et d'investissement (S.F.P.I.)	58 200	0,20%
Capfi Delen Asset Management	1 457 915	4,88%
Norges Bank Investment Management	903 074	3,03%
Public	17 819 674	59,69%
TOTAL	29 852 549	100,00%

Les transactions réalisées avec les actionnaires sont les suivantes:

	30 juin 2016 (EUR '000)	30 juin 2017 (EUR '000)
ACTIF		
Créances		
Créances à long terme	0	0
Clients et comptes rattachés	0	0
Réduction de valeur sur créances	0	0
TOTAL CREANCES	0	0
PASSIF		
Dettes		
Dettes bancaires	15 000	15 000
Fournisseurs et dettes diverses	117	75
TOTAL DETTES	15 117	15 075
COMPTE DE RESULTATS		
Ventes	0	0
Coûts	0	0
Produits financiers	0	0
Charges financières	-403	-348
Autres produits d'exploitation	0	0
Autres charges d'exploitation	0	0
TOTAL COMPTE DE RÉSULTATS	-403	-348

La Société n'a pas connaissance de relations, accords ou autres transactions significatives entre ses actionnaires à la date du 30 juin 2017.

7. RAPPORT DE GESTION SEMESTRIEL

7.1 CHIFFRES ET ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

	S1 2016 (EUR '000)	S1 2017 (EUR '000)	Variation (EUR '000)	%
Ventes et prestations	145 128	151 613	6 485	4,5%
REBITDA	17 970	5 264	-12 706	-70,7%
% des ventes	12,4%	3,5%		
REBIT	15 133	1 901	-13 232	-87,4%
% des ventes	10,4%	1,3%		
Résultat net	8 297	-4 655	-12 952	-156,1%
% of Sales	5,7%	-3,1%		

REBITDA: Résultat d'exploitation récurrent avant amortissements des immobilisations et des écarts de consolidation, impôts et charges financières.
REBIT: Résultat d'exploitation récurrent avant impôts et charges financières.

Événements marquants

- Les prises de commandes pour le premier semestre comprennent la vente de deux systèmes Proteus@ONE, en Égypte et en Espagne, ainsi qu'une solution Proteus@PLUS en Virginie, aux États-Unis
- Revue de la gestion des projets de protonthérapie ; processus améliorés mis en place et tous les projets en bonne voie par rapport aux délais revus
- Mise à jour des directives de l'American Society for Radiation Oncology (ASTRO) et le National Comprehensive Cancer Network (NCCN), qui soutient davantage la protonthérapie comme option de traitement dans la lutte contre le cancer

Chiffres marquants

- Les revenus totaux du groupe s'élèvent à EUR 151,6 millions pour le premier semestre, soit une hausse de 4,5% (premier semestre 2016 : EUR 145,1 millions). Ces résultats ont été affectés par des retards au niveau des projets de protonthérapie
 - Les revenus du segment Protonthérapie et Autres Accélérateurs totalisent EUR 123,3 millions, soit une progression de 1,7%
 - Les revenus de la division Dosimétrie augmentent de 18,7%, à EUR 28,4 millions
- Marge REBIT de 1,3 %, impactée par des prises de commandes lentes, des retards au niveau de

la reconnaissance des revenus et d'éléments exceptionnels

- Carnet de commandes de plus d'EUR 1 milliard en équipements et services, comprenant un haut niveau de carnet de commandes des équipements pour la Protonthérapie et les Autres Accélérateurs d'EUR 321 millions et un carnet de commandes en services qui croît à EUR 689 millions, soit une hausse de 21 % par rapport au premier semestre 2016
- Position de trésorerie brute d'EUR 50 millions et de trésorerie nette d'EUR 21,2 millions
- Prévisions et perspectives revues:
 - 2017: croissance prévue des revenus de 5 à 10 % et marge REBIT entre un taux à un chiffre bas et un taux à un chiffre moyen (« a low to mid-single digit »)
 - 2018/2019 : revenus stables à revenus en croissance à un taux à un chiffre moyen (« flat to mid-single digit revenue growth ») et marge REBIT comprise entre un taux à un chiffre moyen et un taux à un chiffre élevé (« a mid to high single digit »)
 - Moyen terme : croissance des revenus comprise entre un taux à un chiffre élevé et un taux à deux chiffres bas (High single-digit to low double-digit revenue growth) et marge REBIT comprise entre 13 et 15%
 - La politique de distribution de dividendes reste inchangée

7.2 REVUE OPÉRATIONNELLE

Protonthérapie et Autres Accélérateurs

	S1 2016 (EUR '000)	S1 2017 (EUR '000)	Change (EUR '000)	Change %
Ventes et prestations	121 232	123 260	2 028	1,7%
- Protonthérapie	96 637	105 030	8 393	8,7%
- Autres accélérateurs	24 595	18 230	-6 365	-25,9%
REBITDA	15 255	-372	-15 627	-102,4%
% des Ventes	12,6%	-0,3%		
REBIT	12 904	-3 548	-16 452	-127,5%
% des Ventes	10,6%	-2,9%		

IBA reste l'un des principaux acteurs de la forte croissance du marché de la protonthérapie, principalement due à des systèmes compacts plus petits et moins onéreux, comme le Proteus@ONE, et à l'élargissement de la gamme d'indications traitées à l'aide de cette modalité plus précise. Cela s'est traduit par une hausse des volumes de systèmes achetés aux quatre coins du monde. IBA effectue actuellement l'installation ou la construction de 25 systèmes, un record, dont 15 solutions Proteus@ONE.

Les perspectives pour le marché de la protonthérapie restent très positives. L'Entreprise présente un carnet de commandes pour des projets futurs, en services et en équipements, d'une valeur supérieure à EUR 1 milliard, soit un carnet de commandes important. En outre, IBA est convaincue qu'elle conservera sa position de leader sur le marché au cours des années à venir.

Mise à jour concernant les projets

Comme expliqué lors de la déclaration intermédiaire publiée en juillet, la période a vu plusieurs retards au niveau de l'exécution des projets en raison de retards de construction de bâtiments par plusieurs de ses clients. Étant donné qu'une grande partie de la reconnaissance de revenus dépend du commencement de l'installation, ces retards ont eu des retombées sur le levier opérationnel et la rentabilité d'IBA. Par ailleurs, l'entreprise a dû faire face à des coûts exceptionnels liés à des difficultés de gestion de projets dans des marchés émergents. Par conséquent, plusieurs initiatives de productivité visant à réduire les coûts des produits n'ont pas pu être concrétisées dans les délais prévus.

IBA a réalisé un examen minutieux des processus de gestion de projets de ses clients et a adopté plusieurs

nouvelles mesures visant à solutionner les problèmes identifiés au cours du premier semestre et à protéger l'entreprise à l'avenir. Il s'agit notamment des mesures suivantes :

- Ajustements du calendrier de construction et d'installation afin de tenir compte des délais rencontrés lors de récents projets. Ces ajustements ont déjà été appliqués aux 25 projets en cours et sont pris en compte dans nos prévisions
- Mise à jour des systèmes d'information sur la gestion de projets et amélioration des processus permettant de gérer les risques de retards de construction des clients. Des directeurs de projets ont été nommés dans chaque région. Ils travaillent en étroite collaboration avec les chefs de projet des clients, ainsi que du personnel spécifique chargé d'assister le client au cours de la construction de son bâtiment et de solutionner les éventuels problèmes de manière proactive dès qu'ils se présentent
- Discussions avec des entreprises de construction en vue de fournir un service de construction spécifique aux clients

Les ventes nettes totales ont augmenté de 1,7 % au cours du premier semestre pour atteindre EUR 123,3 millions. Cette hausse est soutenue par une croissance de la division Protonthérapie et par une croissance particulièrement marquée des services de la division Autres Accélérateurs, de l'ordre de 21,9 %, stimulée par la reconnaissance des revenus pour plusieurs upgrades et services de maintenance à marge élevée.

Le recul enregistré pour la division Autres Accélérateurs s'explique par la lente conversion du

carnet de commandes. Les revenus liés aux services ont représenté un tiers des revenus de ce segment au cours de ce semestre.

La marge REBIT pour ce segment d'activités a diminué et constitue une perte d'EUR 3,5 millions en raison du décalage de projets, de retards de productivité et de coûts non récurrents affectant les marges du segment Protonthérapie et Autres Accélérateurs.

Au cours de cette période, IBA a remporté trois des cinq nouveaux contrats de protonthérapie conclus dans le monde, ce qui témoigne de l'attrait constant d'IBA sur le marché et de sa position de leader de la protonthérapie. Les solutions de protonthérapie vendues par IBA au cours de cette période sont réparties sur plusieurs sites aux États-Unis et en Europe. L'entreprise a également signé un contrat pour le premier système de protonthérapie en Egypte.

Mises à jour des politiques et des directives américaines sur la protonthérapie

Au cours de ce premier semestre, l'ASTRO et le NCCN ont élargi le panel d'indications cliniques pour la protonthérapie, ce qui devrait mener à une plus grande pénétration de la protonthérapie sur le marché américain. Ces directives soutiennent davantage la protonthérapie en tant qu'option de traitement importante dans la lutte contre le cancer.

Stratégie de croissance pour la protonthérapie

Afin de soutenir la croissance continue du marché de la protonthérapie, IBA a investi dans son activité

Protonthérapie en vue de proposer un réseau d'assistance régional amélioré et a mis en place de nouveaux systèmes d'information, notamment pour les départements chargés de l'installation, des services, des ventes et du marketing qui sont décentralisés pour mieux servir les clients.

Le programme de renforcement de nos capacités de production se poursuit comme prévu. La construction d'une nouvelle chambre de tests a pris fin au cours du premier semestre et le calendrier de construction du nouveau bâtiment est respecté. La ligne d'assemblage devrait être opérationnelle au premier trimestre 2018 et le reste de l'infrastructure devrait suivre au cours de la même année. Les actifs immobilisés pour cette nouvelle infrastructure seront enregistrés sur 2017 et 2018.

Le recrutement visant à soutenir la stratégie de croissance de l'activité a été ralenti parallèlement aux retards d'exécution des projets, mais devrait toutefois reprendre en fonction de l'avancement des projets.

RadioPharma Solutions et Accélérateurs industriels

IBA a vendu quatre systèmes au cours du premier semestre. Des tests sont actuellement réalisés sur plusieurs nouveaux systèmes. Les tests du nouveau Cyclone® KIUBE sont en cours à l'UZ Brussels, en Belgique. Le nouveau prototype Synthera®+ a été installé et est en phase de test sur un site en Turquie. Le nouveau prototype TT50 a également débuté sa phase de tests à Louvain-la-Neuve.

DOSIMÉTRIE

	S1 2016 (EUR '000)	S1 2017 (EUR '000)	Variance (EUR '000)	Change %
Ventes et prestations	23 896	28 353	4 457	18,7%
REBITDA	2 715	5 636	2 921	107,6%
<i>% des ventes</i>	11,4%	19,9%		
REBIT	2 229	5 449	3 220	144,5%
<i>% des ventes</i>	9,3%	19,2%		

Au cours du premier semestre, les ventes en Dosimétrie ont augmenté de 18,7 % par rapport au premier semestre 2016, avec des taux de conversion élevés du carnet de commandes passées entre 2014 et 2016, surtout en Europe. La prise de commandes d'EUR 25,8 millions est en hausse d'EUR 2,6 millions par rapport au premier semestre 2016.

Stimulées par la croissance des revenus et une structure de coûts stable, les marges REBIT ont considérablement augmenté. Cela démontre l'avantage d'avoir une diversité d'activités pour lisser les cycles de vente généralement non homogènes.

Le carnet de commandes d'EUR 15 millions reste élevé (EUR 17,9 millions à la fin de 2016) et nous nous attendons à ce que la division Dosimétrie (hors effets périodiques temporaires) continue d'afficher un niveau de croissance à un chiffre bas (low single digit), en ligne avec le marché de la radiothérapie.

Par ailleurs, IBA compte désormais plus de 1 000 clients dans le monde qui utilisent sa plateforme d'assurance qualité: myQA®. myQA® est une plateforme unique qui rassemble des applications d'assurance qualité et des données à travers une base de données centralisée.

Revue des états financiers

IBA a enregistré une augmentation de ses revenus de 4,5 % à EUR 151,6 millions au cours du premier semestre (premier semestre 2016 : EUR 145,1 millions).

Le résultat d'exploitation récurrent avant impôts et charges financières (REBIT) a été considérablement affecté par des retards au niveau de l'exécution des projets, des augmentations de coûts exceptionnels et des retards de productivité pour l'activité

Protonthérapie. Le REBIT de la Société a diminué en passant d'EUR 15,1 millions au premier semestre 2016 à EUR 1,9 million pour le premier semestre 2017.

Les frais de ventes et de marketing, ainsi que les frais généraux et administratifs ont légèrement augmenté en valeurs absolues, mais restent comparables à 2016 en termes de pourcentage des ventes. Les dépenses en matière de R&D se sont maintenues à environ 11 % des ventes. Le niveau de CAPEX était principalement imputable à l'investissement dans le nouveau centre de production, de nouveaux équipements de fabrication, des projets informatiques, du matériel informatique et des logiciels.

Les autres charges et produits d'exploitation en 2017 sont principalement liés à la reprise de provisions sur le plan d'intéressement à long terme, à des frais de réorganisation et à des réductions de valeur sur créances.

Les charges financières nettes s'élèvent à EUR 1,9 million pour le premier semestre 2017 par rapport à des dépenses d'EUR 1,5 million l'année dernière.

La position de trésorerie nette reste positive et s'élève à EUR 21,2 millions à la fin de la période, par rapport à EUR 44,5 millions à la fin de l'exercice 2016. Les flux de trésorerie des activités d'investissements comprennent principalement les dividendes payés au premier semestre 2017.

Le Groupe a enregistré des charges d'impôts courants d'EUR 2,3 millions au cours du premier semestre 2017, principalement aux États-Unis, en Chine et en Allemagne.

Les flux de trésorerie opérationnels ont baissé pour arriver au montant négatif d'EUR 10,5 millions à la fin du mois de juin 2017 (moins EUR 12,9 millions à la fin du

mois de juin 2016). Cette baisse est essentiellement due à la variation négative du fonds de roulement découlant de la constitution de stocks visant à soutenir les projets.

Les flux de trésorerie des activités d'investissements sont négatifs, à EUR 9 millions, dû aux dépenses d'investissements dans le programme de renforcement de la capacité de production comprenant l'infrastructure de production et l'investissement dans un logiciel de gestion des relations clients et de gestion de la maintenance informatisée. Le premier semestre 2016 présentait un solde positif, à EUR 58,3 millions, en raison de la réception d'un paiement d'EUR 62,3 millions suite à la cession d'IBA Molecular et à un paiement de dividendes différé par Pharmalogic d'EUR 1,2 million, et qui avait été légèrement neutralisé par des CAPEX d'EUR 4,8 millions pour le démarrage des investissements dans le programme de renforcement de la capacité de production.

Les flux de trésorerie des activités de financement sont négatifs d'EUR 5,3 millions au premier semestre 2017, suite aux EUR 8,5 millions de paiement de dividendes et à EUR 1,1 million de remboursements d'emprunts partiellement compensés par EUR 4,1 millions liés aux droits d'emphytéose pour le terrain qui servira à accueillir la nouvelle infrastructure.

IBA a une position de trésorerie d'EUR 50 millions à la fin du premier semestre 2017, après le versement de dividendes d'EUR 8,5 millions.

Perspectives et Prévisions

L'entreprise base ses prévisions sur les données suivantes :

- Le faible marché de la protonthérapie à court terme et un marché très concurrentiel engendrent une visibilité limitée quant au timing de réalisation de nouvelles commandes, ce qui pourrait affecter les prévisions à court terme
- Le ralentissement de la conversion du carnet de commandes et les retards dans la mise en place d'initiatives de productivité engendrés par le décalage de réalisations de projets
- Les coûts exceptionnels auxquels l'entreprise a fait face au cours du premier semestre

Compensées par :

- Le carnet de commandes de plus d'EUR 1 milliard en équipements et services qui devrait être converti au cours des 10 prochaines années
- Les différents investissements réalisés par l'Entreprise pour faire face à la croissance tout en maintenant sa profitabilité
- La tendance toujours positive dans le secteur de la protonthérapie à moyen-terme, soutenue récemment encore avec l'élargissement de la politique d'indications pour la protonthérapie par l'ASTRO et le NCCN

Par conséquent, IBA prévoit :

- Une croissance des revenus de 5 à 10 % et une marge opérationnelle comprise entre un taux à chiffre bas et un taux à un chiffre moyen (« low to mid-single digit ») pour l'ensemble de l'exercice 2017
- Des revenus stables à revenus en croissance à un taux à un chiffre moyen (« flat to mid-single digit ») et marge REBIT comprise entre un taux à un chiffre moyen et un taux à un chiffre élevé (« mid to high single digit ») pour 2018 et 2019
- Après cette période de transition, et grâce à l'importante croissance des services et aux avantages liés au programme de productivité reprogrammé, l'Entreprise s'attend à voir une croissance de ses revenus comprise entre un taux à un chiffre élevé (« high single-digit ») et un taux à deux chiffres faibles (« low double-digit ») tout en restant confiant pour son précédent objectif de marge REBIT compris entre 13 et 15 % à moyen terme
- La politique de distribution de dividendes de l'entreprise reste inchangée

7.3 EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucuns événements postérieurs à la clôture.

7.4 DÉCLARATION DES DIRIGEANTS

Ces états financiers consolidés condensés intermédiaires ont été établis par le Chief Executive Officer (CEO) Olivier Legrain et le Chief Financial Officer (CFO) Soumya Chandramouli. A leur connaissance : ils sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine et des résultats consolidés. Le rapport de gestion semestriel contient un exposé fidèle sur les événements importants et les principales transactions avec les parties liées pour le premier semestre de l'exercice 2017 et leur incidence sur les états financiers

consolidés condensés intermédiaires, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles la Société est confrontée.

7.5 GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

A l'occasion de l'Assemblée Générale de 2017, les changements suivants sont survenus dans la direction de l'entreprise :

- Le mandat d'Yves Jongen en tant qu'administrateur interne a été renouvelé,
- Le mandat de Bayrime SA a été renouvelé en tant qu'autre administrateur,
- Hedvig Hricak a été nommé administrateur indépendant,
Bridging for Sustainability SPRL poursuit le mandat de Median Sustainability S.L. en tant qu'administrateur indépendant.

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS CONDENSÉS INTERMÉDIAIRES IFRS AU 30 JUIN 2016



Ernst & Young
Réviseurs d'Entreprises
Bedrijfsrevisoren
De Kleetlaan 2
B - 1831 Diegem

Tel: +32 (0)2 774 91 11
Fax: +32 (0)2 774 90 90
ey.com

Rapport du commissaire aux actionnaires de la société anonyme Ion Beam Applications sur l'examen limité des Etats Financiers Consolidés Condensés Intermédiaires pour la période de six mois arrêtée au 30 juin 2017

Introduction

Nous avons effectué l'examen limité de la situation financière consolidée intermédiaire de Ion Beam Applications SA (la "Société"), et de ses filiales, ci-joint, arrêtée au 30 juin 2017, ainsi que du compte de résultats consolidé intermédiaire, des états consolidés intermédiaires du résultat global, des variations des capitaux propres, et du tableau consolidé intermédiaire des flux de trésorerie y afférent pour la période de six mois se terminant à cette date ainsi que des notes explicatives, communément, les « Etats Financiers Consolidés Condensés Intermédiaires ». Ces états montrent un total du bilan consolidé de € (milliers) 363.000 et une perte consolidée pour la période de six mois de € (milliers) 4.655.

La préparation et la présentation des Etats Financiers Consolidés Condensés Intermédiaires conformément à l'International Financial Reporting Standard IAS 34 *Information Financière Intermédiaire* approuvé par l'Union Européenne relèvent de la responsabilité du conseil d'administration. Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur ces Etats Financiers Consolidés Condensés Intermédiaires, basée sur notre examen limité.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité conformément à la norme internationale ISRE 2410 « Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité ». Un examen limité de l'information financière intermédiaire comprend la réalisation d'entretiens, essentiellement avec le personnel de la société responsable des matières financières et comptables, l'application de revues analytiques ainsi que d'autres travaux. L'étendue de ces travaux est très inférieure à celle d'un audit effectué conformément aux normes internationales d'audit (ISA's) et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit sur les Etats Financiers Consolidés Condensés Intermédiaires.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les Etats Financiers Consolidés Condensés Intermédiaires ci-joints n'ont pas été établis, dans tous ses aspects significatifs, conformément à l'International Financial Reporting Standard IAS 34 *Information Financière Intermédiaire* approuvé par l'Union Européenne.

Diegem, le 22 août 2017

Ernst & Young Réviseurs d'Entreprises SCRL
Commissaire
représentée par

Vincent Etienne
Associé*
*Agissant au nom d'une SPRL

18VE0027

Société civile sous la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée
Besloten vennootschap onder de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid
RFM Bruxelles - RFM Brussel - B.V.W. - T.V.A. BE 0446.324.711 - IBAN N° BE71 2100 9039 0069
* agissant au nom d'une SPRL/Ansleeker in naam van een vennootschap

A member firm of Ernst & Young Global Limited